



THÈME

Promouvoir l'action climatique dans les Amériques et les Caraïbes: Le rôle des parlementaires dans le programme d'action pour le climat

DATE

4-5 octobre 2018

LIEU

Ville de Panama, Panama

PARTICIPANTS

Plus de 70 parlementaires, représentantes et représentants de la société civile et d'organisations internationales provenant de 22 pays et territoires autonomes

Cette activité s'aligne avec les ODD 5, 10, 11 et 13



3^e rencontre du Réseau parlementaire sur le changement climatique

#ParlAmericasCC

La 3^e Rencontre du Réseau parlementaire sur le changement climatique a été co-organisée par ParlAmericas et Parlatino dans la ville de Panama, au Panama. Le thème de la rencontre de cette année était «Promouvoir l'action climatique en Amérique et dans les Caraïbes : Le rôle des parlementaires dans le programme d'action pour le climat,» démontrant que c'est grâce à des efforts de collaboration entre **tous les acteurs** que l'action climatique peut devenir plus ambitieuse et efficace. Au cours des sessions de travail et des activités interactives, le dialogue a permis aux participants et aux spécialistes d'évaluer la situation actuelle des négociations internationales en matière de climat et la progression de la réalisation des engagements des [Contributions déterminées au niveau national \(CDN\)](#). Des problématiques importantes liées à l'atténuation et à l'adaptation ont également été abordées, surtout concernant les facteurs socio-économiques de la transition vers une société durable et résilience, les pertes et préjudices et les mécanismes de tarification du carbone.



Les documents de chaque session de la Rencontre sont disponibles sur le site de ParlAmericas. Vous trouverez également des lectures conseillées sur les sujets abordés durant ces sessions.

Premier jour : Cérémonie d'inauguration

La rencontre a été ouverte par l'honorable **Rolando González Patricio**, membre de l'Assemblée nationale (Cuba) et secrétaire des Commissions de Parlatino. L'honorable **Robert Nault**, membre du Parlement (Canada) et président de ParlAmericas, et l'honorable **Javier Ortega**, membre de l'Assemblée nationale (Panama) et président du Réseau parlementaire sur le changement climatique, ont également prononcé un discours. [L'inauguration a été diffusée en ligne et vous pouvez la visionner sur la chaîne YouTube de ParlAmericas.](#)

« Il est indispensable de les intégrer ainsi que les industries, les connaissances et les efforts réalisés dans nos pays. Sans cela, nous ne pourrions pas non plus relever ce défi et obtenir des résultats plus importants. Nous, parlementaires, pouvons faire beaucoup, ou du moins beaucoup plus que ce que nous avons déjà entrepris. Il est primordial de poursuivre le chemin de la sensibilisation, de renforcer la proposition de lois impliquant des volontés politiques, d'approuver les budgets nécessaires pour pouvoir investir, ne pas dépenser mais investir dans nos programmes de lutte et d'adaptation. Et bien entendu, nous sommes politiquement et moralement engagés à contrôler. »



Député **ROLANDO GONZÁLEZ** (Cuba), Secrétaire de commissions de Parlatino



Membre du Parlement hon. **ROBERT NAULT** (Canada), président de ParlAmericas

« Les impacts du changement climatique ne sont pas neutres en matière de genre et peuvent toucher les populations et les individus différemment. Il existe des facteurs sociétaux sous-jacents qui rendent certains individus plus exposés et vulnérables aux effets du climat. Il est nécessaire de comprendre les besoins de ces personnes, de les consulter lors de l'élaboration des lois, de définir des affectations budgétaires et d'appliquer une surveillance politique abordant le changement climatique et les risques de catastrophe. »

« Nous savons, de plus, que la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et d'importantes organisations de la société civile vont appuyer un dialogue pour examiner le statut des négociations climatiques et le rôle clé des parlementaires pour la réalisation de cibles nationales. Et le Réseau parlementaire sur le changement climatique de ParlAmericas n'est pas ignorant de cet appel. »



Député **JAVIER ORTEGA** (Panama), président du Réseau parlementaire sur le changement climatique



La Contribution parlementaire au Dialogue de Talanoa

Cette rencontre avait pour but de contribuer au [Dialogue de Talanoa](#), un mécanisme lancé lors de la dernière Conférence des Parties (COP23), l'an dernier à Bonn, par les îles Fidji qui présidaient la conférence, pour aborder et évaluer les progrès réalisés dans les objectifs de l'Accord de Paris. Ce dialogue vise à inspirer une action climatique plus large et ambitieuse par tous les acteurs et à recueillir des éléments pour la phase politique qui aura lieu en décembre à la COP24, à Katowice en Pologne. Une vidéo a été enregistrée durant la rencontre pour présenter le point de vue des parlementaires lors du Dialogue de Talanoa. [La Contribution parlementaire au Dialogue de Talanoa](#) de ParlAmericas a été envoyée en tant que participation à la phase politique du Dialogue de Talanoa.



SESSION 1 : L'ACTION CLIMATIQUE INTERNATIONALE ET LE RÔLE DES PARLEMENTS NATIONAUX

Cette session a été modérée par **Julio César Longo Maldonado**, membre du Congrès (Guatemala) et président du Comité de l'environnement et du tourisme de Parlatino. Son objectif était d'explorer et de familiariser les participants avec l'état des discussions internationales sur le climat, le Dialogue de Talanoa, et les progrès réalisés vers les objectifs et les mandats de l'Accord de Paris. Elle était particulièrement axée sur les Contributions prévues déterminées au niveau national et sur la façon dont les parlements peuvent aider à étendre, réintroduire et soutenir davantage les actions climatiques pour élever leur niveau d'ambition dans le cadre des CDN tandis que les nations se préparent à les mettre à jour en 2020.

Carlos Ruiz-Garvia, chef d'équipe du centre de collaboration de la CCNUCC pour l'Amérique latine et les Caraïbes, a [présenté](#) les objectifs sur le long terme de l'Accord de Paris, ainsi que les organisations et programmes actuellement disponibles pour aider à les mettre en œuvre. M. Ruiz-Garvia a affirmé que les politiques climatiques existantes et le train actuel des choses entraîneront une hausse de température catastrophique de 2,8 °C. En plus de l'atténuation, les efforts d'adaptation dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes sont essentiels, étant donné

que 94 % de ses CDN comprenaient l'adaptation. Toutefois, pour qu'ils se concrétisent, il faut davantage d'aide financière, technologique et de renforcement des capacités.

Ana Belén Marín, membre de l'Assemblée nationale (Équateur), vice-présidente - Amérique du Sud, Réseau parlementaire sur le changement climatique, a présenté l'[outil des fiches-résumés sur les CDN](#) créé par Parlatino pour résumer les impacts climatiques, les objectifs prioritaires, les zones identifiées pour l'action parlementaire et les engagements pour l'atténuation et l'adaptation prévus dans les CDN de chaque pays. Mme Marín a utilisé son propre pays, l'Équateur, pour illustrer les engagements pouvant être poursuivis pour élever le niveau de l'ambition et des actions climatiques.

Suite aux présentations, les participants se sont familiarisés avec les engagements des CDN de leur pays et ont parlé de stratégies pour les soutenir. Ils ont également suggéré des actions concrètes qu'ils peuvent entreprendre pour appuyer ou élever l'action climatique dans le cadre de leurs fonctions législatives et d'affectation budgétaire.



« Il est nécessaire de définir dans nos lois/législatures un terme important, celui de la migration climatique, car cette dernière nous a lourdement touchés. Ce concept peut être notre engagement et celui de tous les pays. Si notre législature ne comprend pas un tel terme ou concept, elle doit parvenir à identifier la migration climatique car cela ouvre des frontières et les esprits en même temps. »



Membre de l'Assemblée nationale **ANA BELÉN MARÍN** (Équateur), Vice-présidente Amérique du Sud, Réseau parlementaire sur le changement climatique



« Nous devons élever le niveau d'ambition; il y a urgence à mettre en œuvre l'Accord de Paris. Les parlementaires jouent un rôle très important dans le renforcement du cadre juridique mais ils jouent également un rôle fondamental dans la surveillance de l'exécution des CDN dans leur pays et dans l'innovation comme le résultat du Dialogue de Talanoa. »



CARLOS RUIZ-GARVIA, chef d'équipe, Centre régional de collaboration - Amérique latine et Caraïbes, CCNUCC



Cette activité a été suivie par une discussion animée entre les participants, qui ont échangé des bonnes pratiques et abordé des questions sous-jacentes. **Les points principaux suivants ont été soulevés lors de ce dialogue entre les participants:**

- Les outils et ressources disponibles pour mobiliser la société civile, les activistes et les groupes autochtones dans l'agenda climatique
- Le besoin de renforcer les capacités et connaissances technologiques dans les nations afin de réaliser pleinement les objectifs de l'Accord de Paris.
- Les différences entre les nations et leur capacité d'atténuation/adaptation et leur responsabilité d'agir
- Le rôle des micro-territoires et des villes pour renforcer l'action climatique
- L'importance d'inclure les parlementaires dans les négociations des COP pour garantir la représentation du peuple



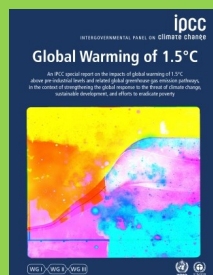
SESSION 2 : LES DÉFIS ET LES OPPORTUNITÉS SOCIO-ÉCONOMIQUES LIÉS À L'OBJECTIF DE LIMITER LA HAUSSE DE LA TEMPÉRATURE MONDIALE À 1,5 DEGRÉS CELSIUS

La seconde session a été modérée par l'honorable **Andy Daniel**, président de l'Assemblée nationale (Sainte-Lucie), vice-président - Caraïbes, Réseau parlementaire sur le changement climatique. L'objectif de cette session était d'identifier et de comprendre l'impact différentiel que le changement climatique peut avoir sur les individus, et les points de vulnérabilité qui en résultent. Elle a également permis d'explorer la façon dont la transition vers une société durable et résiliente et un processus décisionnel intersectoriel pourraient simultanément améliorer nombre de problèmes socio-économiques, et remplir les objectifs de développement durable. Cette session a débuté avec une [vidéo](#) de la [campagne 1.5 pour survivre](#) que le président Daniel a présentée pour souligner l'importance/la nécessité de limiter la hausse de la température mondiale à 1,5 °C, du point de vue des Caraïbes.



Rapport spécial du GIEC sur un réchauffement planétaire de 1,5 °C

Le 8 octobre 2018, le [Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat](#) a publié un [rapport spécial](#) sur les impacts d'un réchauffement planétaire de 1,5 °C au-dessus des niveaux pré-industriels et les tendances des émissions de gaz à effet de serre, dans le contexte d'un renforcement de la réponse internationale face à la menace du changement climatique, du développement durable et des efforts pour éradiquer la pauvreté.



Le **Dr Gian Carlo Delgado Ramos**, membre du de IPCC-Cities et du Centre de recherche en Sciences humaines de l'Université autonome nationale du Mexique (UNAM en espagnol), [a présenté](#) une vue d'ensemble du [5^e Rapport d'évaluation du GIEC](#) en expliquant les impacts climatiques locaux actuels et en donnant un aperçu du rapport spécial du GIEC sur un réchauffement planétaire de 1,5 °C, qui affirme que les températures mondiales augmenteront de plus de 2 °C si l'action politique n'est pas plus ambitieuse. Le Dr. Delgado a souligné que 80 % de l'Amérique latine est urbanisée et croîtra de 66 %, justifiant le besoin d'inclure et de collaborer avec les villes dans les plans nationaux pour le climat et le développement, comme les CDN, afin d'atténuer/de s'adapter au changement climatique, de réduire les risques de catastrophe et d'atteindre les Objectifs de développement durable. Il a ensuite expliqué le rôle des villes dans le changement climatique dû à leur développement, mais également comme moteurs potentiels de changement vers une voie durable et résiliente.

Nidya Pesántez, spécialiste de programme, l'ONU Femmes Équateur, [a présenté](#) les dimensions sociales et économiques de l'action climatique d'un point de vue inclusif et du genre, et comment le fait de réduire les inégalités peut aider à atteindre les objectifs de l'Accord de Paris et créer une vie plus durable et juste pour toutes et tous. Elle a souligné les écarts dans les cadres juridiques, dans lesquels la perspective de genre n'est pas incluse ou où il existe des obstacles à la participation/au travail des femmes dans certains domaines, comme les sciences, les technologies, l'ingénierie et les mathématiques (STIM), et à leur occupation de postes de direction. Mme Pesántez a expliqué qu'une approche de genre va plus loin que de demander l'égalité pour les femmes, pour observer les interrelations des hommes et des femmes au sein des populations les plus vulnérables et comment elles créent des inégalités. Elle souligne également que [le Plan d'action Genre](#) créé à la COP23 et l'[Agenda 2030](#) sont des instruments indispensables pour réduire les inégalités et donc la vulnérabilité.



Un dialogue engagé et solide a permis aux parlementaires de partager leurs opinions et expériences, en abordant les questions clés suivantes:

- Le besoin d'inclure les voix autochtones, de travailler ensemble en tant qu'individus et d'entreprendre des actions climatiques.
- Le besoin de tenir compte des contributions, des capacités d'adaptation et des besoins différentiels des femmes et des hommes (comme celui de fournir de l'eau pour l'hygiène et des produits menstruels après une catastrophe), et de les inclure lors de la création de politiques publiques.
- Le besoin de tenir compte de la façon dont les structures et normes sociales peuvent influencer la capacité des femmes à participer au processus politique, et la nécessité de ventiler les données en fonction du type de poste que les femmes occupent dans le travail politique.
- Soutien financier et technologique nécessaire pour permettre à des pays, en particulier aux plus vulnérables, d'exploiter les énergies renouvelables, de mettre en place une législation de prévention des catastrophes, des efforts de reconstruction en cas de catastrophe, et d'élaborer des modèles, une cartographie des risques et des scénarios de risques futurs.

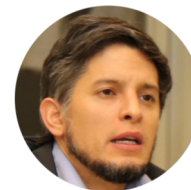
« Les parlements de la région jouent un rôle essentiel dans la mise à jour de la loi car l'un des facteurs du développement durable passe par les cadres et les accords juridiques existant entre les pays pour la cohabitation. C'est à cela que sert la loi : elles nous dit comment nous devons cohabiter au sein des pays. Face aux différentes problématiques, les parlements doivent établir un code de conduite et de relation avec les autres êtres humains, et désormais avec les autres espèces. Du point de vue du genre et de l'égalité, l'effet du changement climatique est le même mais l'impact que subissent les personnes est différent. »



NIDYA PESÁNTEZ,
Spécialiste de
programme, ONU
Femmes Équateur



Membre de la Chambre des
deputes **LIDIA PATTY
MULLISACA** (Bolivie)



GIAN CARLO DELGADO,
Membre du comité scientifique
du Groupe d'experts
intergouvernemental sur
l'évolution du climat – GIEC

« [Nous avons besoin] autant des efforts législatifs à l'échelle nationale que d'explorer ces vases communicants aux trois niveaux de gouvernement pour pouvoir définir des actions législatives et des actions concrètes de transformation de l'espace urbain à l'échelle locale, car nous sommes une région fortement vulnérable. »



« C'est important. Si nous ne défendons pas le changement climatique, nous jouons contre nous-mêmes. Nous ne construisons pas, nous détruisons. Nous devons nous mettre d'accord, tous les pays, pour contrer le changement climatique. Nous devons travailler ensemble. [En tant que parlementaires] nous devons poursuivre ce combat et diffuser le message au sein de nos bases et organisations, en tant que femmes et hommes [sur ces sujets]. »

SESSION 3 : PERTES ET PRÉJUDICES EN AMÉRIQUE ET DANS LES CARAÏBES : AU-DELÀ DE L'ADAPTATION

Cette session a été modérée par **François Choquette**, membre du Parlement (Canada). Elle a été structurée de sorte à permettre aux participants de comprendre le concept de pertes et préjudices, de réduction des risques de catastrophe et les principales problématiques existant dans l'hémisphère.

Raúl Salazar, chef du secrétariat des Amériques du Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophes (UNISDR), [a expliqué](#) l'importance d'établir et d'appliquer des mécanismes et des plans nationaux de réduction des risques de catastrophe. M. Salazar a parlé des quatre priorités d'action du [Cadre de Sendai](#) et de la nécessité de les intégrer dans des scénarios/

plans d'atténuation et d'adaptation, et d'en avoir une vision intersectorielle, pour que les plans en cas de catastrophe soient véritablement efficaces et solides. Il a expliqué que le changement climatique ajoutera 1,5 milliard de dollars US au coût global des dommages dus au vent dans les Caraïbes d'ici 2050. Il a mis l'accent sur les facteurs socio-économiques touchant et touchés par les impacts des catastrophes et les différents points de vulnérabilité que les pays et les individus rencontrent. Il a également mentionné l'opportunité de faire des « investissements résilients » dans les zones urbaines, puisque 60 % des zones qui seront urbanisées en 2030 sont encore à construire. Enfin, il a conclu que la

gestion des risques de catastrophe doit être le travail de plusieurs acteurs, dans lequel les **parlementaires collaborent avec les villes, le gouvernement, le secteur privé et la société civile** pour trouver ensemble des solutions pour l'adaptation au climat et la réduction des risques de catastrophe.

À la fin de cette session, les participants ont été encouragés à partager leurs actions en matière de gestion des/préparation aux risques de catastrophe, leurs bonnes pratiques et un dialogue autour des questions soulevées durant la présentation.

« Étant donné l'échelle grandissante des pertes [liées au climat], la gestion des risques de catastrophe doit être une priorité dans l'agenda politique. Mais peu de gouvernements considèrent la réduction des risques de catastrophe (RRC) prioritaire au même titre que le chômage ou la stabilité financière. [L'évaluation des progrès du CAH](#) montre que peu de pays sont capables de quantifier leurs investissements en RRC. Il est clair que la stratégie que nous avons appliquée jusqu'ici pour traiter les risques à travers des projets de RRC indépendants ne permet d'aborder le problème de manière superficielle. »



RAÚL SALAZAR, chef du secrétariat des Amériques du Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophes (UNISDR)





« Cette [loi 2787](#) établit un système national de gestion intégrée des risques. Elle a remplacé une réglementation qui était en vigueur dans notre pays à travers un décret. Et cette loi propose une des choses dont a parlé le conférencier, relatives aux conférences de Hyogo et de Sendai. Elle établit véritablement la protection des personnes, des environnements et des communautés comme objectif principal. »



Sénatrice **SIGRID ELISABETH KUNATH** (Argentine)

OUTILS UTILES PRÉSENTÉS AU COURS DE CETTE SESIÓN :

[Logiciel Desinventar Sendai](#)

Outil de suivi en open source qui contrôle la progression mondiale de la réalisation des cibles du Cadre de Sendai, collecteur de données et outil d'analyse. Cet outil peut également permettre aux parlementaires de mieux comprendre les catastrophes qui se produisent dans différentes zones, et servir de recueil de bonnes pratiques et d'outil de comparaison.

[Tableaux de bord sur la résilience aux catastrophes des villes](#)

Tableau de bord qui évalue, suit et examine la progression et les difficultés de la mise en œuvre du Cadre de Sendai dans les villes; outil pouvant être utilisé pour évaluer la résilience d'une circonscription parlementaire.

DOCUMENTS

Les outils suivants de ParlAmericas ont été distribués durant cette rencontre :

[Précis sur le régime du changement climatique des Nations unies :](#)

Description des quatre institutions principales des Nations unies traitant l'agenda international sur le changement climatique



[Précis sur la tarification du carbone :](#)

Description des gaz à effet de serre, de leurs effets et des mécanismes de tarification du carbone disponibles pour aider à atteindre les cibles d'émissions et à atténuer le changement climatique



[Programme sur le changement climatique :](#)

Description du travail de ParlAmericas pour soutenir l'action sur le changement climatique, y compris le Réseau parlementaire sur le changement climatique



RAPPORT INTERACTIF : CONTRIBUTION DES PARLEMENTAIRES À LA LUTTE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Cette session a été modérée par **Gladys López Bejerano**, membre de l'Assemblée nationale (Cuba). Elle a permis aux parlementaires et aux spécialistes du climat d'échanger afin que les premiers posent des questions aux seconds pour en savoir davantage sur les ressources disponibles, mais également pour que les spécialistes apprennent/comprennent les expériences/rôles des parlementaires dans l'agenda climatique et comment ils peuvent travailler ensemble pour aider à approfondir les actions en la matière.

Quatre thèmes principaux ont été abordés lors de cet échange en table ronde :

- Réduction des risques de catastrophe et adaptation au changement climatique
- Réduire l'écart entre l'action climatique locale et nationale
- Genre et changement climatique
- Tarification du carbone



À la fin de toutes les discussions entre les expert(e)s et les parlementaires, un(e) participant(e) de chacune des tables a été invité à **résumer et à rendre compte des points clés du dialogue** qui s'est déroulé **en enregistrant une courte vidéo**.

Les vidéos ont ensuite été montrées à tous les participant(e)s pour permettre à chacun(e) d'apprendre ce dont les autres ont discuté au cours de la session. Cette **méthodologie innovante a permis** une expérience plus interactive pour les parlementaires et les participant(e)s de la société civile.



DEUXIÈME JOUR

SESSION 4 : LA TARIFICATION DU CARBONE DANS LES AMÉRIQUE ET LES CARAÏBES

La quatrième session a été modérée par **Norma Durango**, sénatrice (Argentine). Cette session a examiné les mécanismes de tarification du carbone, leur fonction et leur rôle dans l'atténuation des émissions de gaz à effet de serre, et la façon dont ils peuvent constituer des incitations financières pour appuyer la transition vers des énergies et technologies propres.

L'honorable **Jennifer Simons**, présidente de l'Assemblée nationale (Suriname) et vice-présidente du Réseau parlementaire sur le changement climatique de ParlAmericas pour l'Amérique du Sud, [a présenté](#) une perspective parlementaire de la tarification du carbone, expliquant comment elle permettrait de réduire les émissions et d'aller vers une économie mondiale faible en carbone. La présidente Simons a soulevé des questions clés en ce qui concerne l'établissement du prix de l'unité de carbone et sa régulation, la création d'un fonds international pour le climat réglementé, et la nécessité d'un plus grand appui technique, financier et en capacités pour les pays ne possédant pas l'expertise nécessaire pour

« Il faut créer les mécanismes de surveillance et les systèmes de comptage solides nécessaires au fonctionnement de la tarification du carbone au niveau national ou en coopération avec des partenaires internationaux et il est évident que les parlements participeront à ce processus »



présidente, **hon. JENNIFER SIMONS** (Suriname), vice-présidente - Amérique du Sud, Réseau parlementaire sur le changement climatique

mettre en place des mécanismes sur le carbone.

Alexis L. Leroy, fondateur et PDG du groupe ALLCOT, une organisation membre de l'Association internationale pour l'échange de droits d'émission ([IETA](#), de son sigle anglais) qui a créé des outils et des stratégies de gestion des émissions de gaz à effet de serre, [a présenté](#) les fondements de la tarification du carbone, ses structures, mécanismes et avantages de base, et la façon dont ces mécanismes ont évolué depuis le Protocole de Kyoto jusqu'à l'Accord de Paris. Il a signalé l'[article 6](#) de l'Accord de Paris et le [Programme de travail de l'Accord de Paris](#) (règles d'application) qui sera terminé lors de la COP24, en Pologne. M. Leroy a expliqué comment, une fois réglementée et contrôlée, la tarification du carbone pourra être utilisée pour fixer une cible globale pour réduire les émissions, soutenir le développement de technologies propres, et dissocier les émissions de la croissance économique, ainsi qu'être associée à d'autres marchés des droits à polluer.



ALEXIS LEROY, PDG, ALLCOT Group

« Il faut qu'il y ait une complémentarité entre la politique et les lois pour permettre l'inclusion du secteur privé et d'avoir un engagement fort. Lorsqu'on lui donne une vision et un cadre applicable, le secteur privé est prêt à investir, car il comprend la réalité de l'Accord de Paris. Le secteur privé a besoin de deux choses : le leadership et la sécurité juridique et la formation. »



« De quelle manière, et selon les instruments découlant de l'Accord de Paris et de la mise en œuvre interne de ces obligations de la part de chaque État, pouvons-nous parvenir à ce que l'on puisse être davantage spécifique dans l'élaboration des législations internes -en matière de régulation du prix du carbone- sans aller à l'encontre du développement et de la compétitivité des pays et du fonctionnement des industries ? Par exemple, dans le cas de la Colombie, la société civile/les personnes [pourraient être] directement impliquées, par exemple dans la conservation de la forêt? »



Représentant, **DAVID ERNESTO PULIDO NOVOA** (Colombie)

« Chaque pays devrait être impliqué et avoir son mot à dire dans l'élaboration de la tarification du carbone et la formule, de sorte à obtenir un mécanisme équitable et juste pour calculer correctement la tarification. Je déduis que nous n'avons pas trouvé de formule de tarification dans notre région. Je crois qu'il doit y avoir une façon équitable de l'atteindre afin que la souffrance des petites îles cesse sous ce type de régime. Nous devons nous assurer que cela soit fait correctement car dans un petit pays à l'économie fragile, le moindre coût crée un bouleversement économique et par conséquent social, et nos petites îles ne peuvent plus se le permettre. »



Vice-présidente du Sénat, **hon. MAURICIA THOMAS-FRANCIS** (Sainte-Lucie)



Sénatrice **DIEUDONNE LUMA ÉTIENNE** (Haïti)

Cette session a inspiré une discussion animée pendant la période de Q/R, soulevant différentes questions et points clés. Les points principaux suivants ont été **soulevés lors de ce dialogue entre les participants** :

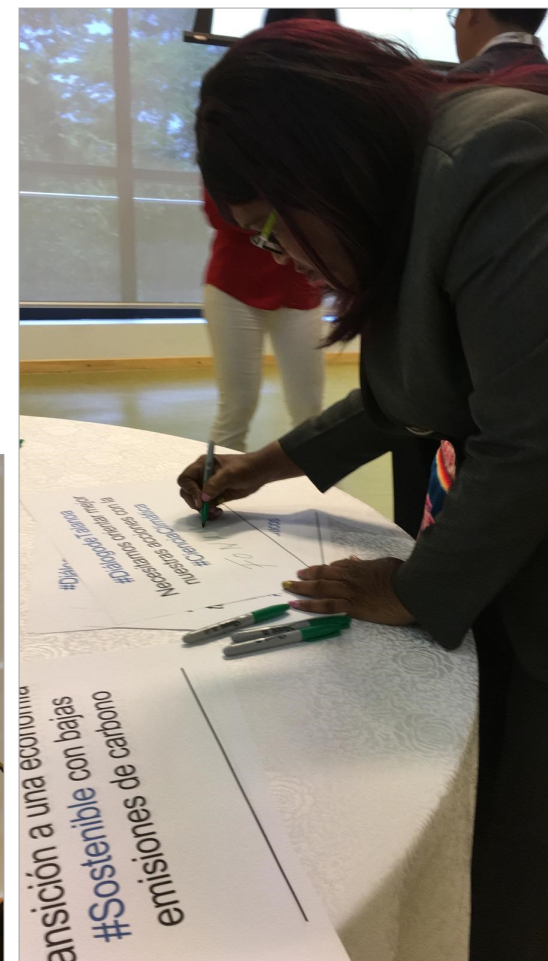
- L'inclusion et l'intégration de la société civile dans les initiatives de tarification et de séquestration du carbone et la nécessité de la former
- La difficulté à traiter et équilibrer les défis sociétaux avec les défis environnementaux, et comment ils peuvent être intégrés et dirigés par l'action climatique
- L'importance de former les parlementaires aux mécanismes de tarification pour leur permettre de mener des actions en la matière
- Le défi de savoir comment les plus petits pays pourront obtenir le soutien nécessaire pour mettre en place la tarification du carbone, et comment ils participeront à l'élaboration d'un prix du carbone équitable et juste
- L'utilisation d'une plateforme partageant des modèles de réussite d'application de mécanismes de tarification du carbone

« Les pays en développement ont besoin d'un plus grand soutien quant à la disponibilité de ressources financières pour les questions liées au climat. Dans le cas d'Haïti, les communautés marginalisées utilisent la déforestation comme moyen de produire du charbon de bois, un produit local lucratif. Les Haïtiennes sont très vulnérables car elles ont besoin des gains réalisés en vendant ce produit pour nourrir leurs enfants. Les femmes doivent choisir entre la survie de leurs enfants et l'adoption de pratiques plus durables et propres d'un point de vue environnemental. Il est nécessaire pour les plus petits pays d'avoir un développement stratégique pour affronter ces défis. Des initiatives de l'ordre de la formation technique et de l'accès au financement pourraient certainement aider les communautés face à ces dilemmes. »



DIALOGUE DE TALANOA : UN MESSAGE POLITIQUE POUR LA CONFÉRENCE DES PARTIES

Cette dernière session interactive a été modérée par **Patricia Chávez Noe**, membre de la Chambre des députés (Bolivie). Elle a permis aux parlementaires de partager leur point de vue politique sur les questions d'inventaire du Dialogue de Talanoa à travers une [vidéo](#) et des déclarations photographiques envoyées sur la plateforme en ligne du Dialogue de Talanoa, voie principale des membres externes pour contribuer aux négociations de la COP24.



Hon. Bakesha Francis-James
ANTIGUA-ET-
BARBUDA



César Litardo
ÉQUATEUR



Ana Belén
Marín
ÉQUATEUR

Frist Adrien
HAÏTI



Hon. Arthur E. Holder
BARBADOS



Contributions parlementaires au Dialogue de Talanoa



Où en sommes-nous
maintenant ?

Héctor Muñoz
ÉQUATEUR



Gladys M. López
Bejerano
CUBA

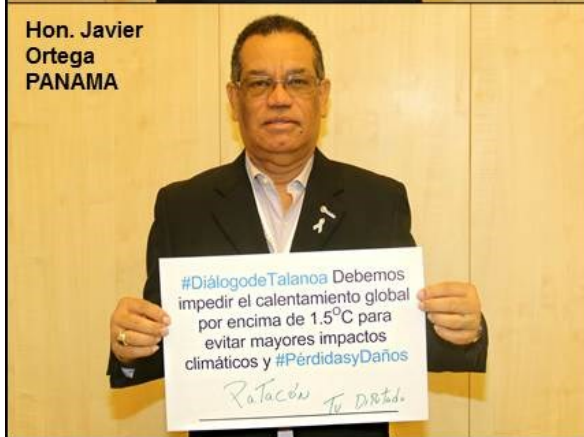


Marc Serré
CANADA



Pastor Soria
PARAGUAY





DÉCLARATION

La [déclaration](#) finale a été présentée et lue par l'honorable **Maya Fernández Allende**, présidente de la Chambre des députés (Chili). Le processus de discussion et d'adoption a été modéré par l'honorable **Robert Nault**, membre du Parlement (Canada), président de ParlAmericas.

Voici certains des engagements compris dans la déclaration :

- Adopter des lois, des cadres réglementaires et des pratiques renforçant les efforts entrepris pour réaliser les engagements pour l'atténuation et l'adaptation de nos pays dans les Contributions déterminées au niveau national et adoptées à la Conférence des Parties.
- Promouvoir la participation de différents groupes dans les processus décisionnels liés au climat afin de tenir compte des besoins particuliers des femmes, des hommes et des groupes traditionnellement marginalisés.
- Coopérer avec les gouvernements et acteurs locaux pour promouvoir des actions et des engagements climatiques locaux, garantissant que les lois adoptées au niveau national tiennent compte et répondent aux priorités, besoins et réalités locales.
- Réviser, adopter et appuyer des stratégies et des plans de réduction des risques de catastrophe et d'adaptation climatique pour réduire les risques liés au climat et renforcer la résilience.
- Promouvoir la collaboration, le dialogue et l'action politique en matière de pertes et préjudices, en traitant particulièrement la migration et les déplacements forcés dus au climat, et l'élaboration de plans nationaux d'adaptation en la matière.

CLÔTURE

Cet événement s'est achevé avec les discours de clôture prononcés par l'honorable **Robert Nault**, membre du Parlement (Canada), président de ParlAmericas, et par l'honorable **Elías Castillo**, membre de l'Assemblée nationale (Panama), président de Parlatino.

« Dans cet effort, nous nous sommes caractérisés du fait de toujours inviter d'autres organismes à travailler sur ce sujet, afin de conjuguer nos efforts et d'éviter les duplications et les vides dans le champ des réalisations. L'événement qui s'achève aujourd'hui est un exemple de cet effort de coordination interinstitutionnelle. Nous avons pour cela également promu la signature d'accords de coopération avec différents organismes engagés dans cette tâche fondamentale qu'est la protection de l'environnement planétaire et régional. »



L'honorable Membre de l'Assemblée nationale **ELÍAS CASTILLO** (Panama, président de Parlatino



Membre du Parlement, l'hon. **ROBERT NAULT** (Canada), président de ParlAmericas

« Notre mission est d'assurer que la lutte contre le changement climatique soit une priorité. Un important travail est en cours, mais nous devons être scrupuleux et insister pour maintenir un environnement propice aux développements de solutions. Notre mandat est renouvelé pour utiliser nos plateformes et réseaux parlementaires afin de promouvoir des dispositions fortes dans les Contributions déterminées au niveau national de nos pays lorsqu'elles seront mises à jour en 2020. Nous devons faire cela dans l'optique de rendre les CDN suffisamment ambitieuses pour atteindre notre objectif commun de limiter les hausses de la température mondiale. »

Nous invitons les parlementaires à faire part de toutes les actions liées et de tout autre engagement pris lors d'événements de ParlAmericas. La progression sera enregistrée et présentée aux prochaines réunions avec tous les parlements membres.



PARLEMENTS PRÉSENTS



ANTIGUA ET
BARBUDA



ARGENTINE



ARUBA



BARBADOS



BOLIVIE



CANADA



CHILI



COLOMBIE



CUBA



CURAÇAO



ÉQUATEUR



GRENADE



GUATEMALA



HAÏTI



PANAMA



PARAGUAY



PEROU



ST. CHRISTOPHE
-ET-NIÈVÈS



SAINTE LUCIE



SURINAME



URUGUAY



VENEZUELA

ORGANISATIONS PARTENAIRES



Canada

Cette rencontre a été possible grâce au soutien généreux du Gouvernement canadien par l'entremise d'Affaires mondiales Canada.

Abonnez-vous au podcast de ParlAmericas sur iTunes et Google Play pour accéder aux épisodes, y compris cette intervention, et d'autres présentations de cette Rencontre, ainsi que d'autres activités dans la région.



Pour des informations concernant le travail du RPCC, veuillez contacter le programme sur le changement climatique de ParlAmericas : parlAmericascc@parlAmericas.org



ParlAmericas est l'institution qui promeut la **DIPLOMATIE PARLEMENTAIRE** dans le **SYSTÈME INTERAMÉRICAIN**



ParlAmericas promeut les **PARLEMENTS OUVERTS** en renforçant les principes de transparence, de responsabilisation, de participation citoyenne, et de éthique et probité



ParlAmericas est composé des **35 ASSEMBLÉES LÉGISLATIVES** de l'Amérique du Nord, centrale et du Sud, et des Caraïbes



ParlAmericas encourage les politiques et mesures législatives pour atténuer et s'adapter aux effets du **CHANGEMENT CLIMATIQUE**



ParlAmericas facilite l'échange des **BONNES PRATIQUES** parlementaires et promeut le **DIALOGUE POLITIQUE COOPÉRATIF**



ParlAmericas travaille pour renforcer la démocratie et gouvernance en accompagnant les **PROCESSUS ÉLECTORAUX**



ParlAmericas intègre **L'ÉGALITÉ DES GENRES** en préconisant l'autonomisation politique des femmes et l'application d'une perspective d'analyse du genre dans le travail législatif



ParlAmericas est basé à **OTTAWA, CANADA**

Secrétariat International de ParlAmericas
710—150 Wellington St., Ottawa, Ontario, K1P 5A4 Canada
Téléphone : +1 (613) 594-5222 | Télécopieur : +1 (613) 594-4766
www.parlamericas.org | info@parlamericas.org

